

Quotas laitiers - Le lait tourne à l'aigre

Articles

Le 26 juin 2009 |

Depuis plusieurs semaines, les producteurs de lait sont en colère. Ils manifestent par milliers dans plusieurs pays européens. Les raisons de la colère ? Le prix du lait payé au producteur est très bas. Et l'Union européenne ne veut pas toucher aux quotas, qu'elle prévoit de supprimer en 2015. La production et la vente de lait seront alors laissées entièrement au marché.

Les plus jeunes d'entre vous ne le savent pas, les autres l'ont peut-être oublié : il fut un temps où nous trouvions, chaque fin d'année, dans les magasins du « beurre de Noël ». Il était moins cher que le beurre « normal ». Car le « beurre de Noël » avait été stocké et surgelé. A l'époque, dans l'Union européenne, on produisait trop de beurre, beaucoup trop de beurre, des montagnes de beurre... Des millions de kilos de beurre en trop. Oh, ce n'est pas très vieux (Hum), disons il y a une trentaine d'années, dans les années 1970.

Les quotas

Pour éviter cet énorme surplus que l'Union européenne a mis en place des quotas laitiers depuis 1984. On fixe le nombre de litres de lait maximum à produire par an pour toute l'Union européenne. Ce nombre est divisé entre tous les pays membres de l'Union. Et, dans chaque pays, on fixe le nombre maximum de litres de lait par éleveur de vaches. Ce système est celui des quotas laitiers. L'éleveur accepte donc souvent de réduire sa production et en échange, il reçoit une aide financière de l'Union. S'il ne dépasse pas son quota, il reçoit l'aide de l'Union et les bénéfices de la vente de son lait. Par contre, s'il produit trop de lait, il paie une amende. Cela permet d'éviter trop de surplus. L'éleveur reçoit donc une sorte de salaire minimum garanti quel que soit le prix de vente de son lait. Car le prix de vente du lait est fixé par le marché. L'éleveur vend en effet son lait à la laiterie pour le conditionner et le transformer. Le lait et ses produits dérivés sont ensuite distribués dans le commerce.

Quand le prix du marché est élevé, l'éleveur fait du bénéfice en plus de l'aide financière de l'Union. Quand le prix du marché est bas, l'éleveur gagne moins et même rien du tout. L'éleveur n'a alors que l'aide financière de l'Union. Quand on a mis en place les quotas, beaucoup d'éleveurs étaient contre ce système. Ils acceptaient mal que l'on contrôle leur production, alors que dans les années 1950 et les années 1960, on leur avait demandé de produire de plus en plus. Finalement, même si le système n'est pas parfait, les éleveurs se sont petit à petit adaptés au système des quotas. Et même aujourd'hui, beaucoup d'éleveurs de l'Union européenne défendent les quotas. Tout va bien alors ? Et bien non. Car l'Union européenne veut supprimer les quotas et laisser faire le marché.

Le lait n'a plus la cote

L'Union a programmé la fin des quotas pour 2015. Les pouvoirs publics n'auront donc plus aucun contrôle sur la production du lait. Or, laisser faire le marché peut avoir des effets très négatifs. Par exemple, le prix du lait payé au producteur a été assez stable de 2000 à 2006. Le lait a suivi la montée des prix des matières premières en 2007. Mais depuis 2008, le prix du lait a chuté. Beaucoup de producteurs protestent à la fois contre la fin des quotas et les prix bas. Et plusieurs gouvernements des Etats membres s'opposent à la fin des quotas et à la seule règle du marché. Par exemple, en Région wallonne, le ministre Benoît Lutgen voudrait garder les quotas.

Par contre, dans plusieurs pays européens plutôt du Nord, (comme au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, au Danemark) on est pour la fin des quotas et la libéralisation. Cette semaine, les ministres de l'agriculture des 27 Etats membres de l'UE se sont réunis à Luxembourg. A cette occasion, le ministre français a parlé de la crise des éleveurs laitiers : « *Je crois que les ministres européens doivent entendre l'appel à maintenir des régulations, des systèmes de maîtrise des productions, notamment dans le domaine du lait .* » Il a ajouté qu'il ne fallait « *pas laisser l'alimentation en général, le lait en particulier, à la seule loi du marché, qui est la loi du moins disant social, et écologique ou économique* ». Le ministre tchèque a, lui, affirmé : « *nous sommes dans une économie libérale et la loi de l'offre et de la demande ne peut être contournée* ». Pourtant, après la crise financière, tout le monde semblait d'accord : le marché seul ne suffit pas. Le pouvoir politique doit contrôler un minimum le marché. Les quotas ne sont pas parfaits mais ils règlent quand même un peu le marché du lait. Beaucoup de responsables européens semblent donc avoir la mémoire courte. Le lait favorise la croissance mais peut-être pas la mémoire. Il paraît que pour la mémoire, il faut manger du poisson. Et c'est vrai qu'en matière de pêche, l'Union européenne garde une politique de quotas.